



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

### **Plaçant en crise sécheresse la zone de gestion de la Sarre et réglementant temporairement les prélèvements d'eau dans le département du Morbihan**

Le secrétaire général, préfet du Morbihan par intérim  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L. 2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

**Vu** le Code de la santé publique, et notamment son livre III ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 7 juillet 2022 portant cessation de fonctions de M. Joël MATHURIN en sa qualité de préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret de nomination du 14 juin 2019 portant nomination de M. Guillaume QUENET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

**Vu** la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

**Vu** l'instruction du 27 juillet 2021 et son guide national annexé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral portant arrêté cadre sécheresse en date du 18 mars 2022 définissant les plans d'alerte et les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;

**Considérant** le débit seuil MN de crise établi à 0,177 m<sup>3</sup>/s à la station hydrométrique de Melrand sur la rivière «la Sarre» dans l'arrêté départemental sus-visé ;

**Considérant** que les débits mesurés à l'indicateur de Melrand du 22 au 25 juillet 2022 (0,17 m<sup>3</sup>/s) justifient la mise en œuvre des mesures de limitations temporaires des prélèvements d'eau effectués dans le sous-bassin de la Sarre en application de l'arrêté préfectoral sus-visé ;

**Considérant** que les débits mesurés en moyenne sur 3 jours consécutifs à la station de référence de la Sarre sont inférieurs au débit seuil de crise ;

**Considérant** que cette situation hydrologique justifie la mise en œuvre des mesures de restrictions des prélèvements d'eau effectués dans la zone de gestion de la Sarre en application de l'article 11 de l'arrêté départemental sus-visé ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Restrictions d'usage**

**La zone de gestion Sarre est placée en crise pour les milieux naturels**

**En crise**, les restrictions pour la zone de gestion de la Sarre sont les suivantes par type d'usages :

Usages agricoles			
N° de la mesure	Usages	EDCH ou MN	Crise (niveau 4)
1	Irrigation agricole des grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après	MN	Interdiction
2	Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industrie, plantes aromatiques), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	MN	Interdiction ou sur décision du préfet maintien des mesures d'alerte renforcée,
3	Cultures maraîchères, horticulture, vergers, petits vergers), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	MN	
4	Irrigation agricole des serres en verre dont horticulture sous serre et cultures de jeunes plants sous tunnel en verre ou en pépinière	MN	
5	Besoins des sites d'élevage (hygiène, abreuvement)	mixte	<i>Pas de limitation sauf arrêté spécifique</i>

<b>Autres usages professionnels</b>			
<b>N° de la mesure</b>	<b>Usages</b>	<b>EDCH ou MN</b>	<b>Crise (niveau 4)</b>
<b>6</b>	Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques, artisanat (y compris le lavage des bâtiments),	<b>mixte</b>	Réduction a minima de 25 % de la consommation prélevée dans le milieu naturel hebdomadaire moyenne interannuelle, calculée sur les 5 dernières années, sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction, pouvant aller jusqu'à l'arrêt des prélèvements sur décision du préfet motivée par les usages EDCH ou l'état du milieu naturel.  Relevé des compteurs à fréquence bimensuel  bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application des mesures de réduction de la consommation d'eau
<b>7</b>	Usages de l'eau non nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques)	<b>mixte</b>	<b>Interdiction</b>
<b>8</b>	Arrosage des parcours de golf conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024	<b>mixte</b>	<b>Interdiction</b>
<b>9</b>	Arrosage des greens et départs de golf conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024	<b>mixte</b>	Interdiction à partir d'eau provenant du milieu naturel
<b>10</b>	<b>Stations de lavage et carénage</b>	<b>mixte</b>	Interdiction sauf lavages réglementaires et sanitaires
<b>11</b>	<b>Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau</b>	<b>MN</b>	<b>Interdiction</b>
<b>12</b>	Usages de l'eau à destination des piscicultures ne disposant pas de mesures spécifiques dans leur arrêté d'autorisation	<b>MN</b>	Réduction des volumes d'au moins 60 % motivée par les usages EDCH ou l'état du milieu
<b>13</b>	Autres usages professionnels non cités. Ex : Arrosage des pistes et des carrières de centre équestre, parcs aquatiques	<b>mixte</b>	<b>Interdiction</b>

<b>Usages des particuliers</b>			
<b>N° de la mesure</b>	<b>Usages</b>	<b>EDCH ou MN</b>	<b>Crise (niveau 4)</b>
14	Arrosage des potagers	mixte	Interdiction
15	Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers	EDCH	Interdiction
16	Remplissage des piscines privées (y compris piscines hors-sol)	EDCH	Interdiction
17a	Nettoyage des véhicules et des bateaux	mixte	Interdiction (sauf dans les stations de lavage professionnelles disposant d'un recyclage conformément à l'usage n°10 )
17b	Parcours de golf	mixte	Cf. usages 8 et 9 conformément à l'accord cadre golfs et environnement 2019-2024
17c	Greens et départs de golf	mixte	
18	Nettoyage des façades, murs, toits, terrasses...	mixte	Interdiction
19	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	MN	Interdiction
20	Autres usages des particuliers non cités ci-avant	mixte	Interdiction

Usages des collectivités			
N° de la mesure	Usages	EDCH ou MN	Crise (niveau 4)
21	Remplissage piscines publiques	EDCH	Interdiction (sauf 1ère mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire)
22	Arrosage des espaces verts	mixte	Interdiction
23	Arrosage des terrains de sport	mixte	
24	Arrosage des massifs de fleurs	mixte	
25	Nettoyage voirie	mixte	Interdiction sauf raison sanitaire et sécurité routière
26	Alimentation des fontaines publiques (par réseau)	EDCH	Interdiction sauf circuit fermé
27	Douches de plage	EDCH	Interdiction
28	Parcours de golf	mixte	Cf. usages 8 et 9 conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024 et adaptation locale
29	Greens et départs de golf	mixte	
30	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	MN	Interdiction
31	Autres usages publics non cités ci-avant	mixte	Interdiction

Manoeuvre des ouvrages sur cours d'eau	
Usages de l'eau concernés	Mesures applicables
Gestion des écluses de navigation	limitation au strict minimum des manœuvres voire arrêt de la navigation
Gestion des autres ouvrages liés à la navigation (barrages)	En dehors des manœuvres éventuelles nécessaires pour garantir le mouillage théorique et le tirant d'air disponible sous les ouvrages d'arts, les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau
Gestion des autres ouvrages	Les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau

Rejets dans les milieux naturels	
Mesures applicables dès franchissement du seuil de crise	
Vidange des plans d'eau	<b>Interdite</b> sauf autorisation expresse pour les usages commerciaux (plan d'eau piscicole déclaré)
Travaux en rivière	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf dérogation accordée dans le cadre de l'autorisation délivrée par la police de l'eau.
DFCI : Reconnaissance opérationnelle du SDIS	Autorisée sans utilisation d'eau
DFCI : Contrôles techniques, purges, tests poteau	<b>Interdit</b>
DFCI : Remplissage des bâches	Autorisé
Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux	Les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution à la DDTM, service en charge de la police de l'eau.
Rejets industriels	Les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution aux services en charge des ICPE et à la DDTM

#### Article 2 – Période d'application

Ces dispositions sont applicables à partir de 8 h 00, à compter du lendemain de sa publication sur le site internet des services de l'État (IDE) dans le Morbihan (<https://www.morbihan.gouv.fr>).

#### Article 3 – Durée d'application

Ces mesures de restriction demeurent en vigueur tant que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle ou de lever ces mesures.

En tout état de cause, elles prendront fin, sauf décision contraire le 30 novembre 2022 à 24h, date de fin de gestion telle que prévue par l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 précité.

#### Article 4 – Sanctions

Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe).

#### Article 5 –

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

#### Article 6 – Délais et voies de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois suivant la date de notification, d'un recours gracieux auprès du préfet, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rennes. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

#### **Article 7 – Publicité**

Un communiqué de presse sera adressé par les soins du préfet à deux journaux du département.  
Le présent arrêté fera également l'objet d'une publication sur le **site Internet des services de l'État** du Morbihan et sur le site **PROPLUVIA** du Ministère en charge de l'écologie.  
Il sera affiché en mairies concernées et un certificat d'affichage sera adressé au service en charge de la police de l'eau (DDTM - 1 allée du Général Le Troadec – 56000 Vannes).

Copie de cet arrêté sera adressée au préfet coordonnateur de bassin.

#### **Article 8 – Exécution**

La sous-préfète de Pontivy,  
Le sous-préfet de Lorient,  
Le directeur départemental des Territoires et de la Mer du Morbihan,  
Le chef de l'unité départementale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Morbihan,  
Le directeur départemental de la Protection des Populations du Morbihan,  
La directrice départementale du Morbihan de l'Agence Régionale de Santé Bretagne,  
Le directeur départemental de la Police Nationale du Morbihan,  
Le lieutenant colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie du Morbihan,  
Le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité du Morbihan,  
Les maires des communes concernées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera affiché en mairie par les maires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le 28 JUIL. 2022

Le secrétaire général,  
préfet du Morbihan par intérim

  
Guillaume QUENET



1900